



Les États-providence américains : valeurs et politique dans la fabrique du système redistributif des États-Unis

Friedman Gerald

Pour citer cet article

Friedman Gerald, « Les États-providence américains : valeurs et politique dans la fabrique du système redistributif des États-Unis », *Cycnos*, vol. 29.1 (Législation et progrès socio-économique dans le monde anglophone), 2013, mis en ligne en avril 2016.

<http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/186>

Lien vers la notice <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/186>

Lien du document <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/cycnos/186.pdf>

Cycnos, études anglophones

revue électronique éditée sur épi-Revel à Nice

ISSN 1765-3118

ISSN papier 0992-1893

AVERTISSEMENT

Les publications déposées sur la plate-forme épi-revel sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle. Conditions d'utilisation : respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.

L'accès aux références bibliographiques, au texte intégral, aux outils de recherche, au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs. Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement, notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site épi-revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés ou imprimés par les utilisateurs. L'université Côte d'Azur est l'éditeur du portail épi-revel et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site. L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe d'épi-revel.

EPI-REVEL

Revue électronique de l'Université Côte d'Azur

Les États-providence américains : valeurs et politique dans la fabrique du système redistributif des États-Unis

Gerald Friedman

Université du Massachusetts, Amherst
Professeur d'Économie à l'université du Massachusetts. Il est docteur en Économie de l'université de Harvard. Outre son ouvrage publié en 1998, intitulé *State-Making and Labor Movements. The United States and France, 1876-1914*, il est l'auteur de nombreux articles consacrés à l'histoire du travail aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à l'évolution de la pensée économique et à l'histoire de l'esclavage dans les Amériques. Son ouvrage le plus récent, *Reigniting the Labor Movement : Restoring means to ends in a democratic labor movement* (2008) évalue le déclin du mouvement syndical dans les économies capitalistes de régime démocratique.

Social scientists and political activists have attributed American Exceptionalism, a perceived weakness of the American socialist movements and the lack of an American welfare state to the conservative attitudes of Americans. This approach ignores considerable polling data showing that Americans are not notably more conservative than residents of many other countries, and the significant redistributive role of the American state in transferring income from wealthier to poorer sections of the American union. The American state's active interregional redistribution and lack of class-based welfare are explained by the nature of the American political system, the constitutional structures favoring regional politics while inhibiting alliances along lines of class.

american Exceptionalism, merican political system, interregional redistribution, welfare state

Traduit de l'anglais par Ruxandra Pavelchievici

Il est à présent évident, aux yeux des chercheurs en sciences sociales, que les États-Unis, bien qu'étant une démocratie dotée de l'une des économies capitalistes les plus avancées, accuse un retard dans le développement d'un État-providence et de systèmes de protection sociale¹. La part réduite des dépenses publiques aux États-

¹ La prédiction selon laquelle le développement du capitalisme est voué à engendrer un mouvement ouvrier relève, bien entendu, de la théorie marxiste. Par conséquent, l'exceptionnalisme américain représente, au premier chef, un problème pour les chercheurs en sciences sociales marxistes, ou influencés par le marxisme. Pour les autres également, l'exceptionnalisme américain pourrait être considéré comme une question empirique digne d'intérêt, du fait que les politiques sociales menées

Unis, par comparaison aux autres économies capitalistes industrialisées, la moindre ampleur de l'action de l'État fédéral dans la lutte contre la pauvreté, l'absence de dispositifs de protection sociale à caractère universel, conduisant à une démarchandisation, d'importantes disparités de revenus qui s'accroissent rapidement... Autant d'exemples cités afin de souligner combien les États-Unis sont particulièrement conservateurs, pro-capitalistes, et favorables à la logique de marché². Ajoutés à ceci, l'analyse des situations résultantes, ainsi que le fait, désormais établi, que les États-Unis soient le seul pays capitaliste industrialisé qui ne compte pas de parti ouvrier ou socialiste influent, conduisent inexorablement à conclure que les États-Unis et les Américains possèdent une singularité intrinsèque³. L'«exceptionnalisme américain», à savoir l'idée que l'ampleur de leur conservatisme et de leur soutien à la liberté des marchés confèrent aux États-Unis un caractère unique, a engendré une véritable industrie dans le milieu des chercheurs en sciences sociales. Nombre d'entre eux, faisant référence à l'interprétation du sociologue allemand Werner Sombart, perçoivent l'exceptionnalisme politique comme le signe d'une classe ouvrière américaine particulièrement conservatrice. Les États-Unis ne possèdent pas de mouvement anti-capitaliste, car, pour reprendre les termes de Sombart, « sur le plan émotionnel, l'ouvrier américain apporte une contribution au capitalisme ; je crois qu'il lui voue de l'amour » (Sombart : 20).

Ces propos de Sombart ont été largement repris par les chercheurs et les activistes aux yeux desquels l'exceptionnalisme politique constitue un choix opéré par des individus conservateurs. Telle a été la vision du regretté Seymour Martin Lipset (1922-2006), dont l'œuvre est fondée sur l'idée, avancée par Louis Hartz, selon laquelle les États-Unis se distinguent par la singularité de leurs origines, *libérales* et *individualistes*. En l'absence d'une hiérarchie féodale, et d'un système solidement établi, fondé sur le statut social assigné, contre lequel les ouvriers américains pouvaient se rebeller, le socialisme a échoué aux États-Unis parce que ces derniers ne se percevaient pas comme les victimes d'un système, mais plutôt comme des

aux États-Unis diffèrent notablement de celles qui peuvent être observées au sein des autres économies capitalistes industrialisées. Voir, par exemple, Rodgers, *Atlantic Crossings*.

² Parmi les exemples de cette abondante littérature, on compte Korpi, *The Democratic Class Struggle*; Esping-Andersen, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*; Pontusson, *Inequality and Prosperity*; Kawachi, *The Health of Nations*. Une discussion quant à la manière dont les États-Unis ont été sur le point de développer un État-providence efficace figure dans Sunstein, *The Second Bill of Rights*.

³ D'aucuns ont tenté de soutenir l'idée que l'aile nord du parti démocrate est devenue un proto-parti social-démocrate après le *New Deal*. Voir sur ce point Harrington, *Socialism*. Cette formulation pose problème jusque dans les bastions de l'alliance entre ouvriers et démocrates. Voir à ce propos Boyle, *Organized Labor and American Politics, 1894-1994* ; Boyle, « Why Is There No Social Democracy in America ? » ; Stein, *Pivotal Decade* ; Moody, *From Welfare State to Real Estate*; Moody, *US Labor in Trouble and Transition*; Cowie and Salvatore, « The Long Exception » ; Cowie, *Stayin' Alive*.

individus libres qui, grâce à leur travail, allaient pouvoir occuper dans la société la place qu'ils méritaient. En 1983, dans un discours prononcé en sa qualité de président de l'Association Américaine de Science Politique, Lipset tire une conclusion générale à partir de l'expérience américaine, affirmant que

plus les lignes de démarcation entre statuts sont rigides dans un pays donné, plus la probabilité d'une émergence de partis ouvriers progressistes est forte. Dans les sociétés où le capitalisme industriel a émergé à partir d'une société féodale, mettant l'accent sur les fortes différenciations et barrières entre statuts, la classe ouvrière en développement était vue comme un *Stand*, une entité sociale identifiable.

Poursuivant cette idée, il ajoute que

les nations caractérisées par une structure de statuts sociaux élaborée, fortement institutionnalisée, *combinée* aux tensions de classe qui apparaissent habituellement au sein des sociétés industrialisées, ont davantage été susceptibles de voir apparaître une vie politique irriguée par la conscience de classe que celles dans lesquelles les différenciations entre statuts étaient imprécises, et n'étaient pas reconnues formellement. En revanche, au sein des nations « nées modernes », et ne possédant pas de passé féodal et aristocratique, il est moins probable que la position de classe inspire un sentiment d'identité collective. (Lipset 1983 : 1-2)

Citant Walter Dean Burnham, Lipset conclut : « Pas de féodalisme, pas de socialisme : à l'aide de ces quelques mots, il est possible de résumer les réalités socio-culturelles fondamentales qui sous-tendent les logiques électorales au cours de l'ère industrielle » (*Ibid.* : 15). Lipset fait usage de ce contraste entre sociétés à structure féodale et sociétés libérales afin d'y associer la différence entre les États-Unis et les autres sociétés coloniales anglophones. Le Canada ou l'Australie, par exemple, ont hérité des divisions sociales britanniques, ainsi que d'une hiérarchie féodale selon laquelle les différences se voyaient fondées sur le statut social assigné. Ceci a engendré, au sein de la classe ouvrière, un sentiment d'injustice et d'oppression causé par les divisions imposées par l'État, et, au sein de la classe supérieure, un sentiment de responsabilité pour le bien-être des catégories inférieures. D'un côté, la politique socialiste et le progressisme ouvrier, de l'autre, un parti conservateur étatiste soutenant la réforme anti-capitaliste, ou non-capitaliste. Lipset développe ainsi un modèle d'État-providence à deux acteurs inexistant dans l'Amérique libérale. En Europe, la pression exercée par une gauche ouvrière progressiste a pour contrepartie une droite aristocratique conduisant à la mise en place de systèmes de protection sociale. Où l'Allemagne impériale de Bismarck rencontre l'Angleterre conservatrice de Disraeli.

L'analyse de Lipset a été largement contestée. Si sa prémisse exceptionnaliste est acceptée par de nombreux chercheurs, d'autres l'expliquent grâce à des facteurs autres que le soutien populaire à l'égard du libéralisme et du capitalisme, tels que, par exemple, les divisions raciales, ethniques et culturelles au sein des ouvriers

américains, ou encore la répression efficace du progressisme américain par l'État⁴. D'autres arguments encore sont mis en avant afin de contester la prémisse de Lipset. Sean Wilentz, par exemple, déçu par l'échec des politiques socialistes menées à l'étranger, rejette l'idée d'exceptionnalisme dans sa globalité, pour défendre la thèse selon laquelle les États-Unis possèdent une tradition de progressisme soutenant les intérêts de la classe ouvrière comparable à celle de n'importe quel pays. Et puisqu'aucune autre classe ouvrière n'a créé d'État socialiste, est-il réellement possible d'affirmer que les Américains sont dans une situation plus défavorable (Wilentz : 1984) ? Quel que soit le mérite de cet argument en tant que critique du socialisme révolutionnaire, il apparaît aujourd'hui fort douteux, étant donné l'effondrement, aux États-Unis, de la politique réformiste même la plus modérée, qui s'accompagne d'une baisse des salaires et de la disparition de dispositifs de protection sociale⁵. Toutefois, Wilentz a raison de souligner que les chercheurs en histoire du travail ont démontré que l'Amérique recèle une tradition progressiste suffisamment importante pour contester les arguments de Lipset, ainsi que ceux d'autres chercheurs qui font valoir l'existence d'un caractère essentiellement américain favorisant le capitalisme de marché, et opposé au socialisme ainsi qu'au progressisme. Cette tradition suffit à contraindre ceux qui acceptent l'idée d'exceptionnalisme américain à recourir aux explications fondées sur les structures sociales, ainsi que sur la répression, plutôt que sur une nature libérale intrinsèque. Selon une telle approche, la discussion ne porte plus sur des raisonnements fondés sur les valeurs exceptionnalistes, mais sur les institutions sociales, dont les plus importantes devraient être les structures constitutionnelles, à savoir, la manière dont sont prises les décisions politiques. L'intérêt pour les processus dont découlent la stratégie politique de l'État, ainsi que la politique menée à l'échelle nationale, déplace l'analyse de l'exceptionnalisme sur un niveau commun, expliquant les résultats politiques dans le domaine *social* (organisation des partis et législation) en termes de structures *sociales* plutôt qu'en termes de valeurs culturelles *individuelles*. Rendre compte des situations sociales résultantes en termes de faits sociaux (tels que, par exemple, les structures constitutionnelles et les règles) permet d'éviter l'acte de foi extrême fait implicitement par Lipset et Wilentz, selon lequel les situations politiques résultantes reflètent parfaitement les valeurs des individus, sans que les institutions politiques n'opèrent de médiation.

⁴ Pour une discussion de l'abondante littérature consacrée à l'exceptionnalisme, voir Friedman, *State-Making and Labor Movements*; Voss, *The Making of American Exceptionalism*; Archer, *Why Is There No Labor Party in the United States ?*; Cowie and Salvatore, « The Long Exception ». Pour une exploitation intéressante de cette idée de divisions ethniques et culturelles, voir Frank, *What's the Matter with Kansas ?*; Frank, *New Consensus for Old*. La répression est étudiée dans Goldstein, *American Blacklist ; It Did Happen Here*.

⁵ Pour des exemples précis, voir Bermeo et Pontusson (Eds.), *Coping with Crisis*; Reich, *Beyond Outrage*; Reich, *Aftershock*.

Dans cet article, je me distancie par rapport à la littérature classique de l'exceptionnalisme, pour avancer l'idée que l'exceptionnalisme américain est un produit des processus politiques et des institutions. La première partie est consacrée au passage en revue des résultats d'une enquête consacrée aux valeurs politiques, ainsi qu'à une évaluation de la protection sociale et de la redistribution aux États-Unis, dans une perspective régionale plutôt qu'une perspective de classe. En montrant que les États-Unis sont activement engagés dans un processus de redistribution à l'échelle régionale, je pose la question de savoir pourquoi ils peuvent mener une politique *régionale* si active alors que la politique de *classe* est si peu développée. Mon explication renvoie à la nature de l'État américain, à ses institutions politiques, à la nature du système politique américain, au système de bipartisme, et au fait que la politique américaine s'organise surtout à l'échelle régionale.

Dans la section suivante, j'évalue l'attitude des Américains à l'égard de la protection sociale et de la redistribution, afin de mesurer si leur attitude est effectivement très différente de celles des autres peuples, et si elle permet d'expliquer la faiblesse de l'État-providence américain. Je démontre ensuite l'existence, aux États-Unis, d'un fort engagement national en faveur de la redistribution à l'échelle régionale. Après avoir passé en revue la politique régionale, j'explique en quoi le programme de redistribution interrégionale fortement développé reflète le système politique américain, système fondé sur un bipartisme aux bases régionales, ancré dans un système fédéral constitutionnel.

Les Américains face à l'inégalité

Si l'attitude des Américains face aux questions sociales est, dans une certaine mesure, plus individualiste, conservatrice et pro-capitaliste que celle qui peut être observée dans d'autres économies capitalistes, elle en est plus proche que ne l'est le système américain de protection sociale. Comme le conclut Lawrence Jacobs après de nombreux sondages, « les Américains sont à la fois conservateurs sur le plan philosophique et libéraux sur le plan opérationnel ». Il ajoute qu'

[i]ls croient à la responsabilité individuelle, à la libre entreprise, et au rêve américain. [...] Toutefois, les Américains sont également pragmatiques lorsqu'il s'agit de juger la manière dont notre société fonctionne réellement. Ils attendent des individus que ces derniers se prennent en charge, mais acceptent que l'aide de l'État puisse être nécessaire afin de franchir les barrières concrètes qui réduisent l'égalité des chances. Les Américains sont favorables aux dispositifs qui donnent aux individus des perspectives sur le marché de l'emploi, à travers l'enseignement et la formation, et qui les protègent des menaces portées à la sécurité économique, telles que la maladie, la vieillesse, ou le handicap. (Page : 172-177)

Cette combinaison de conservatisme philosophique et de libéralisme opérationnel, propre aux États-Unis, est qualifiée par Jacobs d' « égalitarisme conservateur ». Dans leur majorité, les Américains sont suspicieux quant à la compétence et l'intégrité de l'État. Ils estiment que l'inégalité est nécessaire au maintien d'une société productive, et eux s'accordent sur le fait que d'importantes différences de rémunération sont nécessaires « afin que les individus soient incités à travailler dur » (*Ibid.* : 648-652). La plupart des Américains, « parmi lesquels de très nombreux démocrates et salariés à faible rémunération », partagent l'idée qu'« il est encore possible, dans ce pays, de commencer sa vie dans la pauvreté, et de devenir riche après avoir travaillé dur » (*Ibid.* : 905-910). Toutefois, en dépit de l'attachement qu'ils éprouvent pour le marché en théorie, un très grand nombre d'entre eux éprouvent de la suspicion à son égard, et sont favorables à l'action de l'État dans la redistribution des revenus. Une grande majorité d'entre eux sont favorables à une distribution des revenus plus égalitaire, et « une grande majorité (qu'il s'agisse de républicains ou de démocrates, et quel que soit leur niveau de revenus) soutiennent les dispositifs mis en place par l'État pour atténuer l'inégalité économique en augmentant l'égalité des chances, et en protégeant les Américains de l'adversité » (*Ibid.* : 1013-1016). Une grande majorité (voir graphique 1) est favorable à une fiscalité plus lourde, propre à financer des dispositifs d'assurance maladie, et à opérer une redistribution des revenus en direction des Américains les moins aisés (voir graphique 2). Une majorité écrasante soutient les dispositifs de protection sociale existants, notamment l'assurance chômage, les bons alimentaires, l'enseignement public, le système des retraites, ainsi que le programme *Medicare* (Pew Research Centre 2011 et 2013). La plupart des Américains se sont exprimés en faveur de dispositifs publics permettant de fournir à tous une couverture maladie (*Ibid.* : 1133-1139).

Si les Américains tendent à soutenir le capitalisme et le marché de manière légèrement plus prononcée que certains Européens, il existe moins de divergences entre leur vision et celle des Européens qu'entre l'économie politique de ces zones géographiques. Pratiquement la même proportion d'Américains et de Français est favorable aux programmes de réduction des inégalités, et les Américains sont plus nombreux que les Allemands. À la question, posée dans le *World Value Survey*, de savoir si la distribution des revenus devrait être plus égalitaire, les réponses-type aux États-Unis sont en moyenne légèrement moins favorables à l'égalitarisme que la moyenne, mais plus favorables qu'en Suède.

De manière comparable aux autres peuples, les Américains éprouvent de la suspicion à l'égard de l'État, et sont préoccupés par son inefficacité ainsi que son intégrité, mais estiment qu'il lui incombe de corriger les problèmes découlant d'une distribution des revenus obéissant à la logique du marché. L'attitude des Américains vis-à-vis de l'État se situe presque parfaitement dans la moyenne : sept pays

soutiennent l'intervention de l'État plus activement que les États-Unis, et sept de manière plus modérée (graphique 4).

Sur d'autres questions, les Américains soutiennent les institutions de l'État-providence davantage que ne le font les citoyens au sein des autres pays capitalistes industrialisés. Ils sont proportionnellement plus nombreux à faire « très fortement confiance » aux syndicats que cela n'est le cas dans la plupart des autres pays. En dépit du faible taux de syndicalisation aux États-Unis, et de la prétendue méfiance à l'égard de l'action collective et ouvrière, les Américains se situent dans la moyenne d'après le critère du taux de membres actifs d'une organisation ouvrière (voir graphique 5).

Redistribution régionale et fédéralisme américain

L'écart entre attitudes du public et politiques nationales sur la question de la redistribution des revenus ne constitue qu'un aspect des paradoxes qui sous-tendent les politiques américaines de protection sociale. La différence de traitement des *régions* et des *citoyens* pauvres au sein de la politique américaine représente un autre aspect important. Comparés à l'Union européenne, les États-Unis se caractérisent par la générosité du traitement réservé aux régions pauvres, non seulement à travers des politiques de protection sociale ciblées sur les personnes démunies, surreprésentées dans les régions pauvres, mais également à travers des dispositifs clairs mis en place par l'État afin d'effectuer un transfert de richesses depuis les régions riches vers les régions pauvres. En conséquence, le système politique américain engendre une forte redistribution des revenus, non pas entre classes sociales, mais entre régions.

Si les disparités de revenus entre États fédérés américains sont inférieures à celles observées entre les nations de l'Union européenne, elles sont néanmoins considérables. Le revenu par tête dans les dix États les plus pauvres, soit les États du Sud notamment, auxquels s'ajoutent l'Utah et l'Idaho, représente à peine 60% de celui du Connecticut. Le schéma de répartition actuel date de la guerre de Sécession, et ces différences ont été amplifiées par la politique nationale au cours de l'après-guerre. Le revenu par tête dans les États du Sud, comparable, ou plus élevé, que dans ceux du Nord, s'est effondré pendant la guerre de Sécession et au cours des années suivantes, atteignant en 1880 à peine 40% de la moyenne nationale des États du Sud-Est, et à peine 50% de la moyenne nationale des autres États du Sud. Si les revenus des régions du Sud ont augmenté quelque peu au cours des années ultérieures, il ne dépassaient pas 50% de la moyenne nationale au début des années 1930 (Wright 2013 ; Ransom 2001 ; United States : tableaux F287, F292, F294).

La destruction physique causée par la guerre de Sécession, ainsi que les bouleversements dus à l'émancipation des esclaves et la mise à mal des relations de travail, ont constitué des chocs exerçant une pression à la baisse sur les revenus au

sein des régions du Sud. Les changements politiques ont joué un rôle d'égale importance dans la persistance de faibles revenus : la transformation des relations politiques aux États-Unis s'est traduite par l'évolution d'un État dominé par les sudistes vers un État où la classe politique du Sud se trouvait pratiquement exclue de la prise de décision à l'échelle nationale. Avant la guerre de Sécession, cette dernière dominait la politique nationale : sur les quinze présidents, neuf étaient originaires du Sud, et seuls deux d'entre eux, John Adams et son fils John Quincy, avaient exprimé des réserves vis-à-vis de l'esclavage. À l'issue de la guerre, le Sud a perdu son emprise sur la politique nationale, et seuls deux des quinze présidents suivants étaient nés dans le Sud. L'État fédéral s'est engagé dans la valorisation des revenus dans les régions du Nord, fût-ce au détriment du Sud, au moyen de politiques monétaires et budgétaires qui ont amplifié l'écart entre Nord et Sud. À titre d'exemple, le nouveau système organisé autour d'une Banque nationale, mis en place en 1862, à New York, alors que le Sud était en rébellion, écoulait des réserves vers les grandes villes du *Nord*, notamment vers New York, baissant les taux d'intérêt dans ces régions tout en les relevant dans les régions périphériques, en particulier celles du Sud. Au sein de ce système, la monnaie était distribuée presque exclusivement aux États du Nord : sur 293 millions de dollars, 170 millions ont été alloués à l'État de New York et à celui de la Nouvelle-Angleterre, avec une circulation monétaire de 33,30 dollars par tête dans ces États, contre seulement 1,70 dollar dans les États du Sud. À cette pénurie s'est ajoutée une politique nationale dont l'objectif était la contraction monétaire, au moyen du retrait des *greenbacks* émis en temps de guerre. Ainsi, la politique monétaire nationale était presque parfaitement conçue pour avantager les banquiers du Nord tout en entravant la reprise économique dans un Sud privé de liquidités, dont l'économie était fondée sur l'agriculture (Bensel 1984 ; Bensel 1990 ; Mitchell 1903 ; Sharkey 1959 ; Ritter 1997).

La politique budgétaire a également favorisé le Nord par rapport au Sud. Un régime de droits de douane élevés a été établi pendant la guerre de Sécession, et maintenu pratiquement sans interruption jusqu'aux années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Des droits de douane élevés sur les produits manufacturés favorisaient les intérêts de l'industrie du Nord, tout en induisant une augmentation des prix pour les consommateurs du Sud, ainsi qu'une baisse des prix agricoles pour les régions du Sud et de l'Ouest. Enfin, la structure des dépenses était également favorable au Nord. Pendant des décennies, les revenus des droits de douane ont été dispersés au sein des régions du Nord, sous forme des pensions accordées aux vétérans nordistes de la guerre de Sécession, ainsi qu'à leur famille, et à des améliorations locales au

Nord et à l'Ouest (Bensel 1984 ; Bensel 1990 ; Bensel 2000 ; Skocpol 1992; Skowronek 1982⁶).

Entre 1860 et 1932, l'élection présidentielle remportée grâce au soutien des démocrates du Sud, ainsi que le changement de majorité au Congrès, n'a modifié que très brièvement la politique de l'État fédéral vis-à-vis des différentes régions. Élu président en 1884, puis de nouveau en 1892, le démocrate Grover Cleveland a opposé son veto au versement de pensions et d'améliorations locales dans les régions du Nord, encourageant d'autre part la baisse des droits de douane. Son successeur, William McKinley, a augmenté ces derniers, de même que les dépenses allouées aux régions du Nord, jusqu'à des niveaux sans précédent. Des changements plus importants sont intervenus au cours de l'administration Wilson, *via* la mise en place d'un impôt sur le revenu, la réduction des droits de douane, et la mise en place d'un nouveau système financier visant à redistribuer les liquidités à travers le pays. La politique budgétaire menée par Wilson a été partiellement remise en cause après le « retour à la normale » opéré par les républicains dans les années 1920.

Les changements durables ne s'observent qu'au lendemain de l'élection de Franklin Roosevelt, en 1932 : Roosevelt a réformé de manière fondamentale la politique fédérale visant à promouvoir le développement économique parmi ses alliés dans les régions périphériques du Sud et de l'Ouest, et ce même aux dépens de l'opulent Nord-Est, encore républicain à cette époque. L'administration Roosevelt et le *New Deal* ont été à l'origine de dispositifs de réduction des droits de douane et de d'assouplissement des conditions monétaires, qui répondaient à deux des doléances exprimées de longue date par le Sud. De surcroît, l'État fédéral a cherché activement à augmenter les revenus dans le Sud, à travers des plans de soutien direct et à travers sa politique de dépenses. Les plans d'aide sociale mis en place pendant le *New Deal* ont contribué à l'augmentation des revenus dans le Sud non seulement grâce aux plans d'urgence et aux grands travaux, mais également grâce à des dispositifs de long terme, tels que l'encadrement des prix agricoles et la promotion du développement des infrastructures à l'échelle nationale, notamment la construction de routes, ainsi que de systèmes d'irrigation et de centrales hydroélectriques dans les régions de l'Ouest et du Sud⁷. Les politiques de dépense conduites à l'époque du *New Deal* visaient également le Sud en tant que région indigente, et où la classe politique était à présent particulièrement influente sous une administration démocrate. Pendant la seconde guerre mondiale, les dépenses ont été dirigées vers le Sud. Comme l'observe Ira Katznelson,

⁶ Le secteur manufacturier du Sud n'a pas été soutenu aussi activement lorsqu'il a été nécessaire de le protéger après 1970. Voir Koistinen, *Confronting Decline* ; Stein, *Pivotal Decade* ; Minchin, *Empty Mills*.

⁷ Certaines de ces mesures sont analysées dans le contexte de l'exceptionnalisme américain dans Rodgers, *Atlantic Crossings*.

L'essor pris par la puissance militaire américaine avant la guerre se matérialisait surtout dans cette région, marquant le début d'une tendance géopolitique qui a perduré. « Boom militaire dans le Sud⁸ », tel est le titre donné par *Time* à son reportage consacré à l'importante augmentation de la construction de chantiers navals, de bases militaires, d'usines aéronautiques ou de pièces d'artillerie, et de raffineries pétrolières, qui a conduit à l'accélération du développement économique et de la croissance urbaine. Au cours de la seconde guerre mondiale, le Sud représentait plus de 60% des nouvelles bases militaires du pays, et comptait notamment le plus vaste camp d'entraînement à Fort Benning, en Georgie. La région bénéficiait également de près de 40% du total des dépenses allouées aux nouvelles installations militaires, et, malgré sa structure industrielle obsolète, de 20% des dépenses nationales liées à la défense. Au cours de la seconde partie de la décennie, la décision de continuer de tels investissements a été déterminante dans les efforts déployés par le Sud pour rattraper le retard économique considérable qu'il accusait par rapport au reste de la nation. L'équation qui corrélait la croissance économique aux dépenses militaires était désormais communément admise dans le Sud, et les dépenses militaires en sont venues à supplanter, à maints égards, la dépendance par rapport à l'agriculture qui caractérisait la région par le passé. (Katznelson 2013 : kindle 8466)

La politique fédérale menée depuis la seconde guerre mondiale continue de favoriser les régions les plus pauvres, notamment le Sud (voir graphique 6). Les politiques d'approvisionnement continuent à être dirigées vers les États du Sud, qui reçoivent une part disproportionnée des dépenses fédérales. De même, les autres politiques nationales subventionnent le Sud, ainsi que les régions défavorisées. L'investissement en infrastructures continue à être concentré sur les régions les plus pauvres et sur les régions rurales, aux dépens du Nord-Est plus aisé. Le plan consacré au réseau autoroutier inter-États, par exemple, avantage de nouveaux producteurs du Sud, au détriment de ceux qui dépendaient jusque là du réseau ferré vétuste des régions du Nord. Les subventions agricoles sont toujours dirigées vers les fermiers du Sud, et l'État fédéral envoie directement des fonds vers les régions les plus démunies d'après le critère d'aisance matérielle. Le dispositif connu sous le nom de « Medicaid », par exemple, se présente comme un partenariat entre l'État fédéral et les États fédérés. La part versée par l'État fédéral est fixée à 50% pour les États du Nord riches, mais s'élève à plus de 70% pour les États du Sud plus défavorisés, tels que le Kentucky, la Louisiane, et le Mississippi⁹.

Les États les plus pauvres, notamment la plupart des États du Sud, sont bénéficiaires nets des dépenses fédérales (en d'autres termes, les fonds reçus de l'État fédéral sont supérieurs aux impôts reversés à ce dernier), tandis que les plus riches se trouvent

⁸ « *Defense Boom in Dixie* ».

⁹ Pour le détail du mode de calcul, voir Kaiser Family Foundation, <<http://kff.org/medicaid/state-indicator/federal-matching-rate-and-multiplier/>>

dans la situation inverse (voir graphique 6). Ceci engendre une réallocation considérable des revenus depuis les régions les plus pauvres vers les plus riches. En 2005, par exemple, avant la crise économique actuelle, l'État fédéral a redistribué plus de 235 milliards de dollars entre les États. Les États riches, tels que le Connecticut et le New Jersey, ont perdu plus de 6% de leur revenu, tandis que le Mississippi et la Louisiane l'ont vu augmenter de près de 20%. Globalement, les 34 États qui ont bénéficié de transferts fédéraux nets avaient un revenu moyen avant impôt de 32 291 dollars, tandis que celui des 16 États pourvoyeurs de fonds était supérieur de 19%, à savoir 38 369 dollars. Les dépenses fédérales ont engendré une augmentation des revenus dans les 34 États les plus pauvres qui s'élève à 7,4%, réduisant de plus de 39% l'écart entre bénéficiaires nets et pourvoyeurs nets¹⁰.

Enjeux politiques de la protection sociale aux États-Unis

Le soutien apporté aux régions les plus défavorisées constitue une décision politique qui reflète l'influence politique exercée par la classe politique du Sud et de l'Ouest au sein de la majorité démocrate qui émergea à l'époque du *New Deal*, ainsi que la priorité donnée aux disparités régionales, plutôt qu'aux disparités existant entre classes, entre groupes ethniques, ou entre sexes (Katznelson 2013 ; Brown 1999). Avant le *New Deal*, la coalition politique dominante maintenait les États du Nord et de l'Ouest unis par le souvenir de la guerre de Sécession, et par le soutien envers des droits de douane élevés, afin de protéger l'industrie du Nord, et de financer des améliorations locales ainsi que les pensions (Bensel 1984 ; Kleppner 1970 et 1979 ; Burnham 1970). Opposés à cette coalition dominante, de nombreux outsiders éprouvaient presque davantage de difficultés à coopérer qu'à se séparer afin de pacifier leurs relations avec le Parti républicain¹¹. Parmi eux se trouvaient les Blancs du Sud, les Catholiques du Nord, certaines machines politiques urbaines, des réformateurs politiques, ainsi que des marchands et banquiers du Nord opposés à la protection *via* les droits de douane. Incapable d'offrir une vision alternative de l'économie politique, cette coalition démocrate disparate est restée exclue du

¹⁰ Il convient de noter que la redistribution fiscale a lieu malgré des facteurs favorisant la dépense publique dans de nombreux États riches. Parmi les bénéficiaires, on compte quelques États relativement riches, tels que le Maryland, la Virginie, et Hawaï, qui abritent de nombreuses opérations de l'État fédéral en raison de leur proximité avec la capitale, et en raison de l'ouverture maritime dans le cas de Hawaï. D'autres États riches, tels que le Massachusetts, le Connecticut, le Minnesota, l'État de New York, et la Californie, remportent le marché au sein d'accords-cadre en raison du fait qu'il s'agit de centres de haute technologie et de recherche, et qu'ils sont producteurs d'autres biens et services.

¹¹ Les démocrates étaient divisés entre le Sud évangélique protestant et les Irlandais catholiques du Nord. Toutes leurs chances éventuelles de remporter l'élection présidentielle de 1924 se sont envolées lorsqu'il leur a fallu plus de cent tours de vote pour élire un candidat.

pouvoir politique pendant une grande partie de la période qui s'étend de la guerre de Sécession à 1932.

Si certains éléments de la coalition républicaine prenaient de l'âge, on comptait moins de pensionnaires de la guerre de Sécession, et moins d'individus qui se souvenaient de la guerre, ou même qui s'en souciaient. Les républicains ont conservé le pouvoir jusque dans les années 1920, et l'ont regagné aisément après le mandat de Wilson, élu lorsque le Parti républicain s'est divisé en 1912 (Burner 1968 ; Sundquist 1973). La Crise de 1929 a lancé un défi à la coalition politique dominante, en jetant le discrédit sur l'économie politique établie, mais c'est le *New Deal* de Franklin Roosevelt qui a établi une nouvelle majorité politique, à travers un nouveau programme construit sur la promotion de la croissance économique, notamment dans les régions les plus pauvres. Comparé au programme élaboré par les républicains avant la Crise, le *New Deal* de Roosevelt était révolutionnaire. De façon indéniable, il marquait une rupture suffisamment radicale avec le passé pour être considéré comme une réponse au sentiment de crise qui habitait l'opinion publique, et, plus largement, à la crise économique. Toutefois, la révolution de Roosevelt *ne s'inscrivait pas* dans le courant socialiste, ni même social-démocrate. Au contraire, elle maintenait les relations établies au sein du capitalisme, et cherchait uniquement à les restaurer et à les raviver en promouvant la prospérité et en renouant avec la profitabilité. Pour reprendre les termes d'Ira Katznelson, le *New Deal* devait démontrer que « la démocratie libérale, système politique dont le corps législatif constitue le cœur, était en mesure de fournir un mode de gouvernement efficace en situation de grand danger », contredisant ainsi « les opposants systématiques de l'époque, qui prétendaient que les démocraties libérales étaient trop pusillanimes pour contester les dictatures perfides, trop veules pour mobiliser leurs citoyens, et trop asservies par l'économie de marché pour pouvoir gérer avec succès une économie moderne » (Katznelson 2013 : kindle 96 et 121).

Révolution à l'intérieur du système de gouvernance établi, le *New Deal* reposait sur la capacité de Roosevelt à construire, avec la classe politique régionale en place, une nouvelle coalition favorable à la croissance avec, notamment dans le Sud et l'Ouest. Si Roosevelt est mieux connu pour s'être opposé aux dirigeants d'entreprise, son génie a résidé dans le fait qu'il a su faire converger les intérêts économiques régionaux avec un programme de réformes visant à restaurer la prospérité *via* la promotion du pouvoir d'achat et la construction d'infrastructures, placées sous l'égide de l'État fédéral. Les États de l'Ouest ont joué un rôle particulièrement important dans la coalition du *New Deal* qui émergeait, car ils étaient surreprésentés au Sénat, en vertu de la règle selon laquelle chaque État doit élire deux sénateurs indépendamment de sa démographie, et en raison du fait que leur électoralat était particulièrement volatil et disposé à changer de parti. Gavin Wright a montré que ces États ont reçu un financement disproportionné à l'époque du *New Deal*. Les

agriculteurs de l'Ouest, ainsi que le secteur minier, ont été acquis à la cause du *New Deal* à travers de très importantes dépenses fédérales dédiées à l'assistance, et à travers des investissements en infrastructure, tels que les systèmes d'irrigation, l'énergie électrique, et le transport (Wright 1974).

Les dépenses engagées pendant le *New Deal* dans les États de l'Ouest ont profité à certains des citoyens américains les plus aisés, notamment les propriétaires fonciers dans une région relativement riche. Le Sud a été tout aussi important que l'Ouest dans la construction de la coalition du *New Deal*. Les membres du Congrès sudistes ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration du *New Deal*, ainsi que dans sa mise en pratique, car, comme le remarque Ira Katznelson, « les représentants des dix-sept États autorisant la ségrégation raciale étaient des membres-clés de la Chambre des représentants et du Sénat. Tous démocrates, à quelques exceptions près, ils étaient les plus importants "arbitres" de la vie politique américaine ». Non seulement les sudistes ont-ils usé de leur influence politique afin que leurs États puissent recevoir l'assistance fédérale de manière disproportionnée, mais ils ont également conçu leur politique de manière à garantir le fait que les aides allaient être apportées sous une forme qui ne soit pas de nature à bouleverser les relations sociales (en d'autres termes, raciales) dans le Sud, ou à mettre à mal la domination des Blancs, que ce soit dans le Sud ou ailleurs (Katznelson 2013 : 296 et 302).

L'administration Roosevelt et la classe politique blanche du Sud se sont aisément accordées sur des politiques qui allaient traiter la question de la pauvreté dans le Sud comme un problème d'ordre régional lié à des droits de douane élevés, à une infrastructure insuffisante, à un système bancaire oppressant, à une production agricole de base, ainsi qu'à d'autres aspects d'une économie coloniale organisée par des extérieurs (les Nordistes) dans leur propre intérêt. L'administration a cherché à augmenter les revenus et la productivité dans le Sud afin de propulser le pays hors de la crise : « les responsables politiques de la région ont porté pratiquement jusque sur les cimes les politiques radicales du *New Deal*, car elles offraient au Sud la possibilité d'échapper à son statut d'État colonisé tout en préservant son ordre racial ». Sur ce point, ils étaient rassurés par les fortes ressemblances avec « la *New Freedom* de Wilson, en matière de politique, de personnel, et, semble-t-il, sur les questions raciales » (*Ibid.*, 3043).

Si le *New Deal* comportait des éléments de protection sociale et de redistribution entre classes et entre hommes et femmes, ces dispositifs étaient soigneusement conçus afin d'éviter la remise en question des hiérarchies régionales, en particulier dans le Sud. Ils étaient formulés de façon à marginaliser les Noirs du Sud, par exemple, en excluant du *Fair Labor Standards Act*¹² et du système de retraite établi

¹² Votée en 1938, cette loi s'appliquait, dans sa forme finale à un nombre limité de secteurs, qui représentaient un cinquième de la main-d'œuvre. Elle instaurait notamment l'interdiction du travail

par le *Social Security Act* en 1935, les ouvriers agricoles et domestiques, ainsi que les employés des petits établissements, ou en confiant la gestion aux États fédérés, comme dans le cas du plan *Aid to Families with Dependent Children* (Brown 1999 ; Katznelson 2005 et 2013 ; Quadagno 1994 ; Gordon 1994).

Le pouvoir politique dans le Sud a tracé les contours et les limites des réformes du *New Deal*. Aux débuts du *New Deal*, les démocrates du Sud étaient convaincus que leur système racial ne serait pas remis en question par leur vieil ami Franklin Roosevelt, qu'ils connaissaient depuis l'époque où il était membre du cabinet présidentiel de Woodrow Wilson, et depuis les visites à Warm Springs, en Georgie. Ils étaient persuadés d'avoir suffisamment d'influence politique, notamment à travers le vice-président John Nance Gardner, originaire du Texas, et le président de la majorité au Sénat, Joseph Robinson, originaire de l'Arkansas. À la Chambre des représentants, le président en fonction de 1933 à 1935 était originaire de l'Illinois, mais pour le reste de la mandature, les présidents ont été successivement originaires du Tennessee (Joseph Byrns), de l'Alabama (William Bankhead), et du Texas (Sam Rayburn). Si l'on considère, en outre, la domination sudiste dans le système des commissions, que ce soit à la Chambre des représentants comme au Sénat, il est légitime d'affirmer, comme l'a fait Roosevelt lui-même devant Walter White, président de la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) en 1934, en expliquant pourquoi il n'entérinerait pas la législation anti-lynchage appuyée par son proche allié, le sénateur Robert Wagner, de l'État de New York, ainsi que par son épouse, Eleanor Roosevelt, et un grand nombre de ses plus proches conseillers :

Il faut que je réussisse à faire voter des lois par le Congrès pour sauver l'Amérique. [...] Si je prends position en faveur du projet de loi anti-lynchage, [les sudistes] vont bloquer tous les projets de loi que je soumettrai au Congrès afin d'éviter que l'Amérique ne s'effondre. Je ne peux tout simplement pas prendre ce risque. (cité dans Katznelson 2013 : kindle 3080)

Le *New Deal* a atteint ses limites, et entamé son retrait, lorsque les *New Dealers*, dont certains démocrates du Nord et certains membres du mouvement ouvrier, en particulier le Congress of Industrial Organizations (CIO), ont commencé à militer sur les questions raciales. Devant la pression exercée à Washington en faveur de la loi sur le lynchage et l'extension de la protection sociale au bénéfice des Noirs Américains, et devant la pression exercée localement à travers des tentatives de constitution de syndicats, dont des syndicats d'ouvriers Noirs, la classe politique blanche du Sud s'est attaquée aux politiques nationales de l'administration Roosevelt, et a entravé la poursuite des réformes sociales.

des enfants, fixait le salaire horaire minimum à 25 cents, et la durée du travail hebdomadaire à 44 heures.

La politique sociale : structure et actions

L'histoire du *New Deal* est celle de l'État-providence américain relativement peu développé, orienté vers la préservation de l'autorité locale plutôt que vers la lutte contre la pauvreté. Ceci est le reflet d'une structure politique qui confère des pouvoirs aux autorités régionales au sein d'un système bipartisan, réduisant ainsi les pressions en faveur de la redistribution entre classes tout en promouvant la politique régionale.

À quelques exceptions locales près, les Américains votent dans des circonscriptions à un seul représentant, avec une élection à un seul tour. Ceci limite la marge d'action des petits partis, dont la seule incidence sur le résultat final est de réduire le nombre de voix en faveur du moins contestable des deux principaux candidats, et d'augmenter la probabilité que le moins désirable remporte la victoire. Une dynamique est ainsi engendrée, selon laquelle les électeurs soucieux d'influencer le résultat final délaissent les petits partis à la faveur de l'un de ceux qui sont susceptibles de gagner, éliminant toutes les chances de victoire du parti mineur, et entraînant une hémorragie du soutien apporté à ce dernier, jusqu'à ce que ne subsiste qu'un petit noyau de sympathisants. Par conséquent, un tel système électoral engendre inévitablement une structure bipartisans (Duverger 1969). Cette tendance est amplifiée par le rôle relativement important des gouverneurs et du président des États-Unis, tous élus *via* des élections à un seul tour, et non choisis par le parlement¹³.

Des structures pluripartisans sont en mesure de se développer au sein de systèmes électoraux où quelques indépendants ont la possibilité de critiquer la construction d'une coalition majoritaire. Aucun de ces éléments n'existe aux États-Unis. À la place de ce schéma, l'approche rationnelle de chacun des deux grands partis, conscient que le soutien aux plus petits d'entre eux sera retiré juste avant l'élection, consiste à ignorer les électeurs situés aux extrêmes, tout en cherchant l'appui de l'électeur médian situé au centre, qui peut rejoindre l'un comme l'autre parti, et, par conséquent, prendra sa décision avant l'élection. Si les électeurs dits « de la base », ainsi que ceux dont les opinions sont plus marquées ou qui sont plus engagés, se sentent frustrés par ce système, il s'agit d'une conséquence naturelle des stratégies de politique politicienne au sein d'un système électoral à un tour (Riker 1953 et 1984 ; Friedman 2002). Même dans des circonstances extrêmes, telles que la grande crise des années 1930, les partis politiques américains évitent les positions extrêmes afin de viser le compromis et la réforme, et d'obtenir les voix du centre de l'échiquier politique, à savoir celles des électeurs modérés et moins favorables aux dispositifs de redistribution de grande envergure.

¹³ Une évolution vers un système bipartisan peut être observée en France sous la v^e République, avec le renforcement du rôle du président de la République.

Alors que les petits partis et les politiques radicales sont en déclin aux États-Unis, la politique régionale s'épanouit au sein d'un système fédéral où une autorité considérable est dévolue aux régions et aux États. Les partis nationaux américains sont organisés par les membres à l'échelle de l'État fédéré, le meeting du parti national ayant lieu uniquement une fois tous les quatre ans, lors des conventions destinées à élire un candidat à l'élection présidentielle. Dans les autres cas, le choix des candidats aux fonctions locales, à l'échelle de l'État fédéré, ou à l'échelle nationale, est une prérogative des membres au sein de l'État fédéré, qui, dans toutes leurs actions, se conforment au principe énoncé par Thomas P. O'Neill, élu du Massachusetts et président de la Chambre des représentants, selon lequel « *All politics is local.*¹⁴ »

Les partis implantés dans les États sont responsables de la construction de coalitions locales et régionales qui doivent mener à la victoire, ce qui nécessite l'obtention de voix et la levée de fonds à l'échelle locale, tout ceci en plaçant les intérêts locaux avant ceux de l'État fédéré. La stratégie électorale aux États-Unis est organisée selon une logique régionale, où les partis s'emploient à supprimer les conflits de classe, tout en valorisant l'identité régionale afin de faire campagne pour les intérêts régionaux. Les partis nationaux ne sont ni plus ni moins que des coalitions de cinquante partis régionaux qui réunissent toutes les classes (Dahl 1969).

Les différences régionales entre les Américains sont amplifiées par les disparités économiques entre États. Le régionalisme, ou encore « sectionnalisme », constitue également un phénomène culturel¹⁵. Il est enseigné dans les écoles, les associations historiques, et les églises. Il n'existe pas de programme national : les écoles enseignent la politique et l'histoire de *l'État fédéré* à des élèves qui s'expriment avec l'accent propre à leur État ou région, et acclament les équipes sportives de leur État lorsqu'elles jouent contre les traditionnels adversaires venant d'autres États. L'histoire des États relate les biographies des héros locaux, des signataires de la Déclaration d'Indépendance qui en sont originaires, ou celles des héros d'opérations militaires locales lors de la Révolution, de la guerre de Sécession, ou des deux guerres mondiales. Les monuments commémorent la contribution des héros originaires de l'État, dont certains ont combattu pendant la guerre de Sécession contre les résidents d'autres États.

Les allégeances régionales suppriment les divisions de classe au sein de l'électorat. Dans le pays, les pauvres ne votent pas de la même manière que les riches : ils étaient davantage susceptibles de voter pour Barack Obama, par exemple (graphique

¹⁴ « En politique, tout revient aux enjeux locaux ».

¹⁵ Ceci renvoie, naturellement, aux travaux de Frederick Jackson Turner. Voir Turner, *The Frontier in American History* ; Turner, *Frontier and Section ; Selected Essays*. Voir également Hofstadter, *The Progressive Historians* ; Hofstadter, *The Progressive Movement, 1900-1915* ; Billington, *The American Frontier Thesis*.

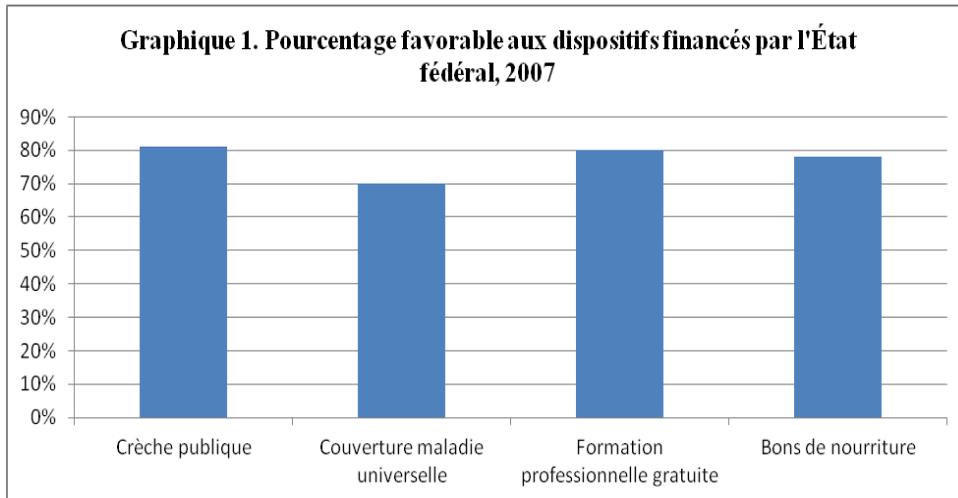
7). Toutefois, l'effet régional au sein de toutes les catégories de revenus constitue un facteur tout aussi important. La comparaison entre un grand État du Nord, tel que l'État de New York, à un grand État du Sud, tel que la Caroline du Nord, par exemple, montre que, dans ces deux États, les électeurs les moins aisés ont voté pour Obama, le libéral démocrate. Cependant, en Caroline du Nord, non seulement les suffrages en faveur d'Obama sont moins nombreux à tous les niveaux de revenu, mais l'effet des faibles revenus est minoré : la population pauvre du Sud est davantage susceptible de voter pour Obama que les catégories plus favorisées, mais l'écart est moindre que dans l'État de New York, et son comportement électoral est plus proche de celui des catégories aisées que de celui de la population pauvre du Nord. Les électeurs résidant dans le Sud sont non seulement plus conservateurs, mais leurs comportements sont plus semblables, indépendamment de leur niveau de revenu.

Comme l'ont fait remarquer les écrivains, de Faulkner à Lynyrd Skynrd, le Sud est différent. Unis par un accent, une cuisine, et une musique qui se distinguent nettement des autres, et, bien entendu, par un passé de rébellion, défaite et occupation, les Blancs du Sud insistent davantage sur leur appartenance au Sud que sur leur appartenance à une classe ou à une catégorie socio-professionnelle. Le Sud est probablement un cas quelque peu extrême, mais ce n'est pas un cas isolé. En Nouvelle-Angleterre, quel que soit son revenu, la population acclame les joueurs de base-ball du Boston Red Sox, et nombre d'entre eux votent démocrate, y compris les très riches propriétaires de cette équipe. Les représentants de la Nouvelle-Angleterre au Congrès participent à un *caucus*¹⁶ au sein du Congrès, et font campagne pour l'obtention d'avantages particuliers pour la région, tels que des quotas de pêche plus élevés, des subventions en matière d'énergie domestique (*Low Income Fuel Assistance*), des conditions préférentielles dans le cadre du dispositif *Medicare*, ou des contrats dans le domaine militaire. Lors de ces campagnes, ils travaillent avec, et contre, des représentants des autres *caucus* régionaux, tels que ceux du Midwest, des États situés dans les Montagnes Rocheuses, sur la côte du Pacifique, ou les autres. Toutes les délégations des États ou des régions se réunissent régulièrement, conscientes qu'elles seront évaluées lors des prochaines élections sur le critère de leur capacité à « décrocher la timbale », en d'autres termes, des fonds de l'État fédéral, pour leurs administrés. Il existe des représentants et des sénateurs disposés à proposer un programme radical, de nature à effectuer un transfert de pouvoir vers la classe ouvrière, mais ils exercent des pressions en priorité pour l'obtention d'allègements fiscaux et d'investissement en infrastructure pour les entreprises de leur circonscription. *All politics is local.*

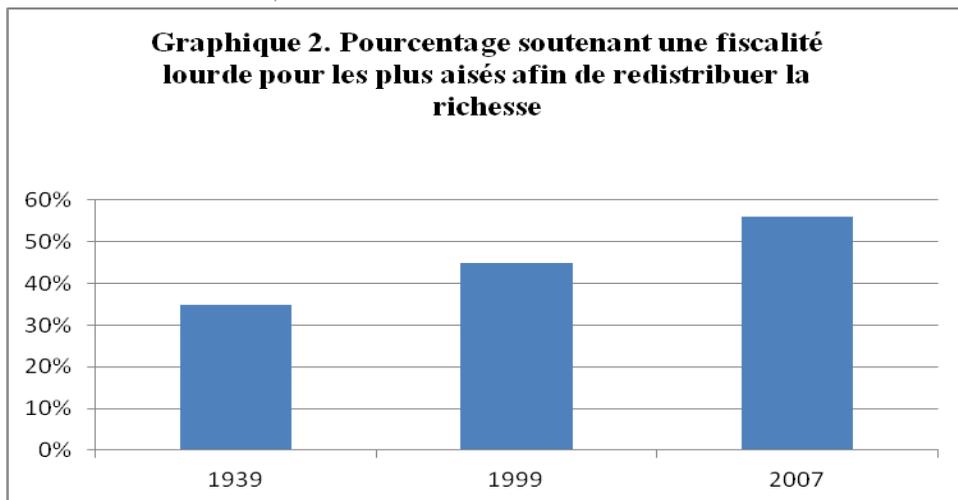
L'exceptionnalisme américain est une question politique qui ne peut être qu'indirectement reliée aux valeurs américaines. Fédération d'États dont la diversité

¹⁶ Réunion du comité électoral.

est économique, culturelle, et historique, les États-Unis sont dotés d'institutions politiques, et, parmi elles, le système électoral, qui ont engendré une stratégie politique privilégiant les enjeux régionaux par rapport aux enjeux de classe. L'exceptionnalisme américain n'est pas le reflet de valeurs conservatrices, mais de la domination de ces alignements politiques régionaux sur ceux qui ont trait à la classe sociale.

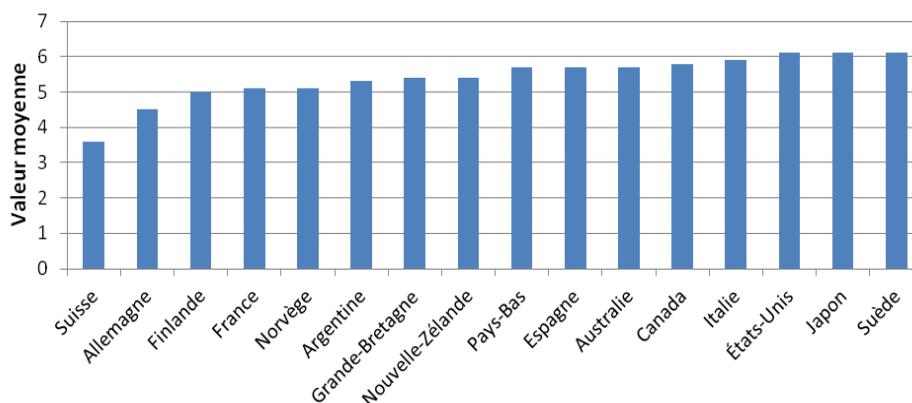


Source : Jacobs, Class War



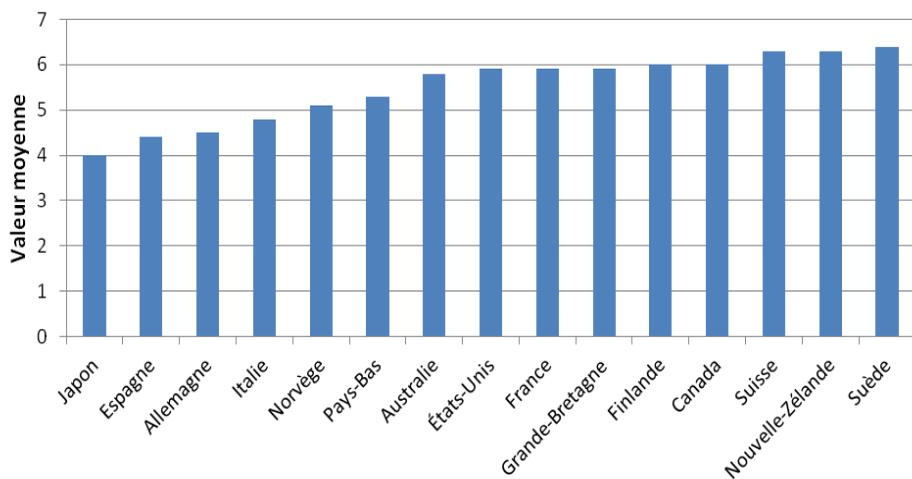
Source : Jacobs, Class War

Graphique 3. « Le revenu devrait être plus équitable », valeur moyenne sur une échelle de 1 (oui) à 10 (non)



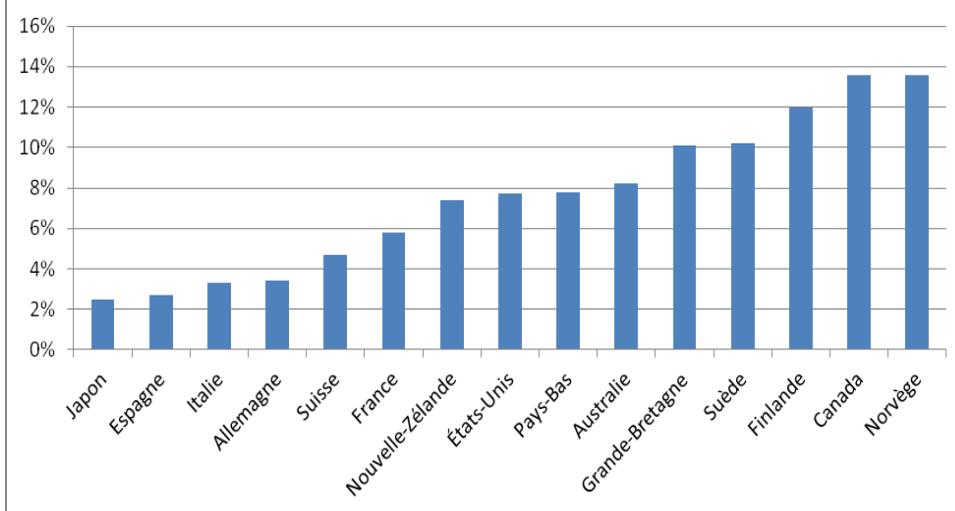
Source : World Value Survey, 2006

Graphique 4. « L'État doit résoudre les problèmes sociaux », valeur moyenne sur une échelle de 1 (oui) à 10 (non)



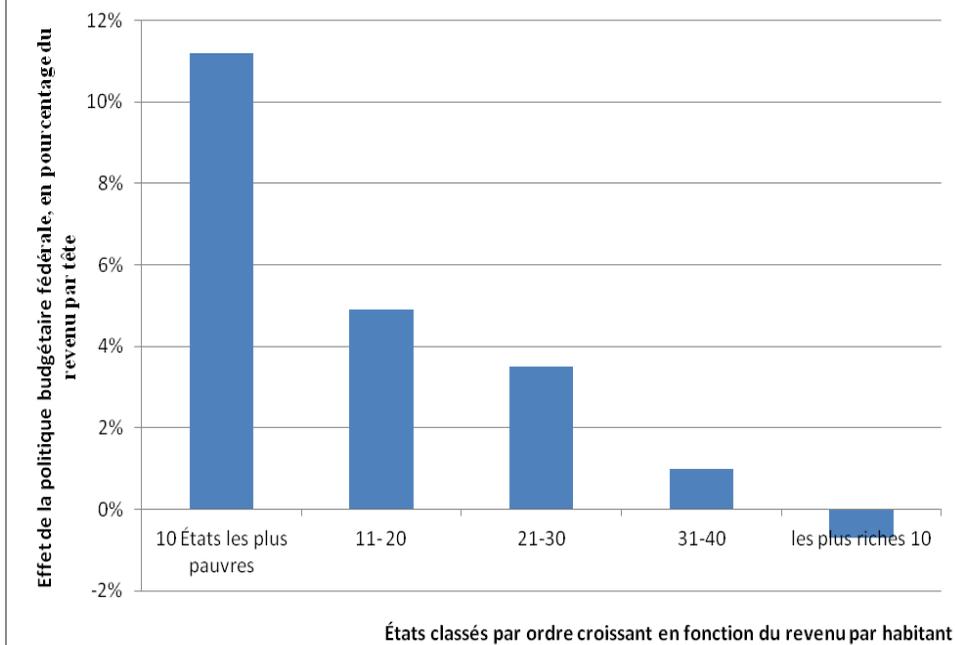
Source : World Value Survey, 2006

Graphique 5. Pourcentage d'individus déclarant avoir une activité syndicale

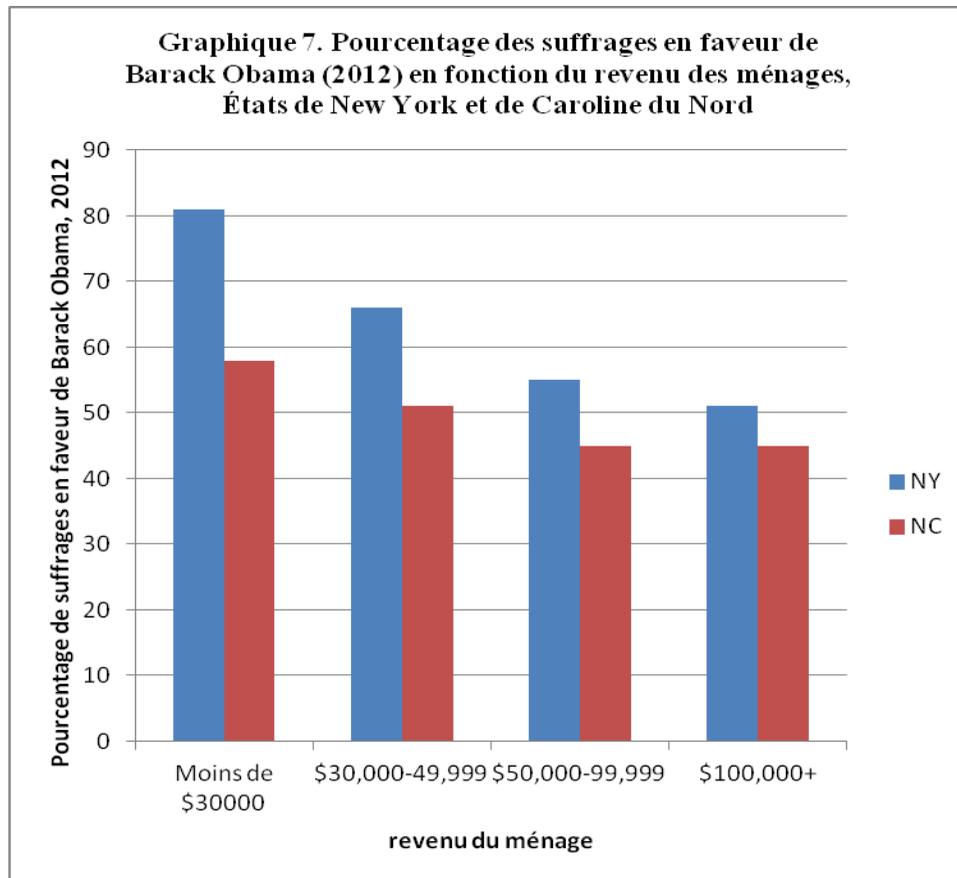


Source : World Value Survey, 2006

Graphique 6. Effet de la politique budgétaire fédérale sur le revenu des États fédérés, 2005



Source : Tax Foundation Special Report No. 158, « Federal Tax Burdens and Spending by State » et U.S. Census Bureau's Consolidated Federal Funds Report for 2005 ; Census Bureau, Statistical Abstract of the United States : Tableau 680. Revenu par tête en dollars courants et constants par État (2005)



Source : *New York Times*, sondage à la sortie des urnes,
<http://elections.nytimes.com/2012/results/president/exit-polls>

ARCHER, Robin. *Why Is There No Labor Party in the United States ?* Princeton Studies in American Politics. Princeton : Princeton University Press, 2007.

BENSEL, Richard Franklin. *Sectionalism and American Political Development, 1880-1980*. Madison : University of Wisconsin Press, 1984.

———. *The Political Economy of American Industrialization, 1877-1900*. Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 2000.

———. *Yankee Leviathan : The Origins of Central State Authority in America, 1859-1877*. Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 1990.

BILLINGTON, Ray Allen. *The American Frontier Thesis : Attack and Defense*. AHA Pamphlets, 101. Washington : American Historical Association, 1971.

BOYLE, Kevin (Ed.). *Organized Labor and American Politics, 1894-1994 : The Labor-liberal Alliance*. SUNY Series in American Labor History. Albany : State University of New York Press, 1998.

BOYLE, Kevin. « Why Is There No Social Democracy in America ? ». *International Labor and Working-Class History*, n° 74 (October 2008 : 33–37).

BROWN, Michael K. *Race, Money, and the American Welfare State*. Ithaca : Cornell University Press, 1999.

BURNER, David. *The Politics of Provincialism : the Democratic Party in Transition, 1918-1932*. New York : Knopf, 1968 [1^e éd.].

BURNHAM, Walter Dean. *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*. New York : Norton, 1970 [1^e éd.].

BERMEO, Nancy et PONTUSSON, Jonas (Eds.). *Coping with Crisis : Government Reactions to the Great Recession*. New York : Russell Sage Foundation, 2012.

COWIE, Jefferson. *Stayin' Alive : The 1970s and the Last Days of the Working Class*. New York : New Press, 2010.

COWIE, Jefferson, et SALVATORE, Nick. « The Long Exception : Rethinking the Place of the New Deal in American History ». *International Labor and Working-Class History*, n° 74 (October 2008 : 3–32).

DAHL, Robert Alan. *How Democratic Is the American Constitution ? The Castle Lectures in Ethics, Politics, and Economics*. New Haven : Yale University Press, 2001.

DUVERGER, Maurice. *Les Partis politiques*. Paris : A. Colin, 1969 [7^e éd.].

ESPING-ANDERSEN, Gøsta. *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton : Princeton University Press, 1990.

FRANK, Thomas. *New Consensus for Old : Cultural Studies from Left to Right*. Chicago : Prickly Paradigm Press, 2002.

———. *What's the Matter with Kansas ? : How Conservatives Won the Heart of America*. 1st Owl Books ed. New York : Henry Holt, 2005.

FRIEDMAN, Gerald. *State-Making and Labor Movements : France and the United States, 1876-1914*. Ithaca : Cornell University Press, 1998.

———. « Success and Failure in Third-Party Politics : The Knights of Labor and the Union Labor Coalition in Massachusetts, 1884-1888 ». *International Labor and Working-Class History*, n° 62 (October 2002 : 164–188).

GOLDSTEIN, Robert Justin. *American Blacklist : The Attorney General's List of Subversive Organizations*. Lawrence, Kan : University Press of Kansas, 2008.

GORDON, Linda. *Pitied but Not Entitled : Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935*. New York : Toronto : New York : Free Press ; Maxwell Macmillan Canada ; Maxwell Macmillan International, 1994.

HARRINGTON, Michael. *Socialism*. New York : Saturday Review Press, 1972.

HARTZ, Louis. *The Liberal Tradition in America : an Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*. New York : Harcourt, Brace, 1955 [1^e éd.].

HOFSTADTER, Richard. *The Progressive Historians : Turner, Beard, Parrington*. New York : Knopf, 1968 [1^e éd.].

———. *The Progressive Movement, 1900-1915*. A Spectrum Book S-72. Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1963.

KATZNELSON, Ira. *Fear Itself : The New Deal and the Origins of Our Time*. First Edition, 2013 [format kindle]

- . *When Affirmative Action Was White : An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-century America*. New York : W.W. Norton, 2005 [1^o éd.].
- KAWACHI, Ichirō. *The Health of Nations : Why Inequality Is Harmful to Your Health*. New York : New Press, 2002.
- KLEPPNER, Paul. *The Cross of Culture : a Social Analysis of Midwestern Politics, 1850-1900*. New York : Free Press, 1970 [2^o éd.].
- . *The Third Electoral System 1853-1892 : Parties, Voters, and Political Cultures*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1979.
- KOISTINEN, David. *Confronting Decline : The Political Economy of Deindustrialization in Twentieth-century New England*. Working in the Americas. Gainesville : University Press of Florida, 2014.
- KORPI, Walter. *The Democratic Class Struggle*. London ; Boston : Routledge & K. Paul : 1983.
- LASLETT, John H. M. et LIPSET, Seymour Martin (Eds.). *Failure of a Dream ? : Essays in the History of American Socialism*. Rev. ed. Berkeley : University of California Press, 1984.
- LIPSET, Seymour Martin. *American Exceptionalism : a Double-edged Sword*. New York : W.W. Norton, 1996.
- . *Political Man ; the Social Bases of Politics*. 1st ed. Garden City, N.Y. : Doubleday, 1960.
- . « Radicalism or Reformism : The Sources of Working-class Politics ». *The American Political Science Review*, 77.1 (March 1983 : 1–18).
- . *The First New Nation : The United States in Historical and Comparative Perspective*. New Brunswick, N.J. : Transaction Publishers, 2003.
- MINCHIN, Timothy J. *Empty Mills : The Fight Against Imports and the Decline of the U.S. Textile Industry*. Lanham : Rowman & Littlefield Publishers, 2013.
- MITCHELL, Wesley C. *A History of the Greenbacks, with Special Reference to the Economic Consequences of Their Issue : 1862-65*. Chicago : The University of Chicago Press, 1903.
- MOODY, Kim. *From Welfare State to Real Estate : Regime Change in New York City, 1974 to the Present*. New York : New Press : Distributed by W.W. Norton & Co, 2007.
- . *US Labor in Trouble and Transition : The Failure of Reform from Above, the Promise of Revival from Below*. London ; New York : Verso, 2007.
- PAGE, Benjamin I. *Class War ? What Americans Really Think About Economic Inequality*. Chicago ; London : The University of Chicago Press, 2009 [édition kindle]
- PEW RESEARCH CENTER FOR THE PEOPLE AND THE PRESS. « As Sequester Deadline Looms, Little Support for Cutting Most Programs. » (22 février

2013). <<http://www.people-press.org/2013/02/22/as-sequester-deadline-looms-little-support-for-cutting-most-programs/>>. Consulté le 29 juin 2013.

———. « Section 5 : Views of Social Security ». (7 juillet 2011). <<http://www.people-press.org/2011/07/07/section-5-views-of-social-security/>>. Consulté le 29 juin 2013.

PONTUSSON, Jonas. *Inequality and Prosperity : Social Europe Vs. Liberal America*. Cornell Studies in Political Economy. Ithaca, N.Y : Cornell University Press, 2005.

QUADAGNO, Jill S. *The Color of Welfare : How Racism Undermined the War on Poverty*. New York : Oxford University Press, 1994.

RANSOM, Roger L. *One Kind of Freedom : The Economic Consequences of Emancipation*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001 [2^e éd.].

REICH, Robert B. *Aftershock : The Next Economy and America's Future*. New York : Vintage Books, 2011 [1^e éd.].

———. *Beyond Outrage : What Has Gone Wrong with Our Economy and Our Democracy, and How to Fix It*. New York : Vintage Books, 2012.

RIKER, William H. *Democracy in the United States*. New York : Macmillan, 1953.

———. *The Theory of Political Coalitions*. Westport, Conn. : Greenwood Press, 1984.

RITTER, Gretchen. *Goldbugs and Greenbacks : The Antimonopoly Tradition and the Politics of Finance in America*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1997.

RODGERS, Daniel T. *Atlantic Crossings : Social Politics in a Progressive Age*. Cambridge, Mass. : Belknap Press of Harvard University Press, 1998.

SANDERS, M. Elizabeth. *Roots of Reform : Farmers, Workers, and the American State, 1877-1917*. American Politics and Political Economy. Chicago : University of Chicago Press, 1999.

SCHULTZ, Bud et SCHULTZ Ruth. *It Did Happen Here : Recollections of Political Repression in America*. Berkeley : University of California Press, 1989.

SHARKEY, Robert P. *Money, Class, and Party : An Economic Study of Civil War and Reconstruction*. Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science ser. 77, n° 2. Baltimore : Johns Hopkins Press, 1959.

SKOCPOL, Theda. *Protecting Soldiers and Mothers : The Political Origins of Social Policy in the United States*. Cambridge, Mass. : Belknap Press of Harvard University Press, 1992.

SKOWRONEK, Stephen. *Building a New American State : The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*. Cambridge [Cambridgeshire] ; New York : Cambridge University Press, 1982.

SOMBART, Werner. *Why Is There No Socialism in the United States ?* London : Macmillan, 1976.

STEIN, Judith. *Pivotal Decade : How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies*. New Haven, Conn. : Yale University Press, 2010.

SUNDQUIST, James L. *Dynamics of the Party System ; Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*. Washington : The Brookings Institution, 1973.

SUNSTEIN, Cass R. *The Second Bill of Rights : FDR's Unfinished Revolution and Why We Need It More Than Ever*. New York : Basic Books, 2004.

TOCQUEVILLE (de), Alexis. *Democracy in America*. New York : Modern Library, 1981 [1^e éd.].

TURNER, Frederick Jackson. *Frontier and Section ; Selected Essays*. Classics in History [S-CH-1]. Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1961.

———. *The Frontier in American History*. Collector's ed. Norwalk, Conn : Easton Press, 1989.

UNITED STATES. *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*. Bicentennial ed. House Document - 93d Congress, 1st Session ; No. 93-78. Washington : U.S. Dept. of Commerce, Bureau of the Census : for sale by the Supt. of Docs., U.S. Govt. Print. Off, 1975.

VOSS, Kim. *The Making of American Exceptionalism : The Knights of Labor and Class Formation in the Nineteenth Century*. Ithaca : Cornell University Press, 1993.

WILENTZ, Sean. « Against Exceptionalism : Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920 ». *International Labor and Working-Class History*, n° 26 (October 1984 : 1–24).

WRIGHT, Gavin. *Sharing the Prize : The Economics of the Civil Rights Revolution in the American South*. Cambridge, Mass. : Belknap Press of Harvard University Press, 2013.

———. « The Political Economy of New Deal Spending : An Econometric Analysis ». *Review of Economics and Statistics*, 56.1 (February 1974 : 30–38).